

LE MANDAT DU MAIRE DE SAINT-VICTORET : DES PROMESSES NON TENUES ET UNE GESTION CONTESTÉE

Depuis son élection à la mairie de Saint-Victoret, le maire actuel s'est présenté comme un visionnaire, promettant de transformer la ville en un modèle de modernité et de bien-être. Pourtant, à l'examen des faits, de nombreuses promesses électorales semblent avoir été oubliées, tandis que certaines décisions suscitent un mécontentement grandissant parmi les habitants.

• UNE GESTION DÉCONNECTÉE DES RÉALITÉS LOCALES

Le maire s'était engagé à améliorer le cadre de vie des résidents en investissant dans des infrastructures publiques. Pourtant, plusieurs projets annoncés, comme la rénovation et modernisation des écoles, n'ont jamais vu le jour. Les citoyens dénoncent un manque criant de transparence dans la gestion des budgets alloués à ces initiatives.

Par ailleurs, la municipalité a misé sur des projets jugés coûteux et peu prioritaires, comme la construction d'un complexe sportif luxueux (piste de Ice-stock), au détriment d'investissements essentiels tels que les écoles et la sécurité, sujets à des dysfonctionnements récurrents. Les critiques pointent une volonté du maire de privilégier des initiatives visibles, souvent perçues comme des vitrines pour son image personnelle, au détriment des véritables besoins des habitants. Les infrastructures ainsi créées sont redondantes et les charges liées à l'énergie et l'entretien grèvent le budget de fonctionnement au détriment de la masse salariale. L'effectif des agents municipaux a été ainsi réduit de moitié. Le résultat en est un service public sinistré.

• UN DIALOGUE INEXISTANT AVEC LA POPULATION

Une autre source de frustration réside dans l'attitude du maire face aux préoccupations des citoyens. Les réunions publiques, censées permettre un échange constructif n'ont jamais lieu et quand le maire intervient cela se résume à des monologues sans véritable écoute. Les associations locales, qui tentaient de porter des voix alternatives ou défendre leur indépendance, se disent régulièrement écartées des prises de décision. Le tissu associatif a ponctuellement fait place à une gestion privée, le tennis club est ainsi maintenant géré par un centre de profit.

Les habitants de plusieurs quartiers populaires, qui espéraient une revitalisation économique et sociale, se sentent particulièrement abandonnés (quartier Clamony). Le tissu commercial continue de s'éroder, de nombreux commerçants ayant été mis en concurrence sans études sérieuses de marché. Quant à la sécurité, une des priorités affichées en campagne, elle reste un problème préoccupant car il n'y a plus de réelle police municipale. Subsistent 4 Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP) qui ne sont plus encadrés.

• DES POLÉMIQUES QUI ENTACHENT SON MANDAT

Le mandat du maire de Saint-Victoret a également été marqué par plusieurs polémiques. La gestion des marchés publics, en particulier, soulève des questions sur des attributions de contrats à des entreprises proches de l'entourage du maire, ce qui a été notifié dans le rapport de la cour des comptes. Bien que cela n'ait pas encore donné lieu à des poursuites, une plainte déposée par des élus est toujours à l'instruction au sein de la Brigade Financière. Cette situation alimente une défiance généralisée.

Par ailleurs, la hausse de la taxe foncière a exacerbé le mécontentement. Justifiée par l'équipe municipale comme une nécessité pour financer les investissements, cette décision a été mal accueillie dans une ville où de nombreuses familles peinent déjà à joindre les deux bouts.

• UN BESOIN URGENT DE CHANGEMENT

Si l'on reconnaît que le rôle de maire est semé de défis, il semble clair que la gestion actuelle manque de vision à long terme et de considération pour les attentes des citoyens. À l'approche des prochaines élections municipales, il est impératif que les Saint-Victoriens engagent une réflexion sur la direction à prendre pour retrouver un équilibre entre ambition et pragmatisme.

En fin de compte, le maire de Saint-Victoret devra répondre de ses choix devant les électeurs. Et si le mécontentement actuel est un indicateur, il pourrait être temps pour la ville de se tourner vers une alternative politique plus en phase avec ses besoins réels.